

Journée de droit civil 2013  
en l'honneur de  
la Professeure Dominique Manai

# Facettes du droit de la personnalité

Edité par  
Margareta Baddeley  
Bénédict Foëx  
Audrey Leuba  
Marie-Laure Papaux van Delden

Avec les contributions de

Stéphane Werly  
Jean-Philippe Dunand  
Julia Xoudis  
Marie-Laure Papaux van Delden  
Michelle Cottier  
Philippe Ducor

# Sommaire

STEPHANE WERLY

La parole de trop dans les médias.....13

JEAN-PHILIPPE DUNAND

La protection de la personnalité des travailleurs (art. 328 CO) :  
norme flexible et cardinale du droit suisse du travail.....47

JULIA XOUDIS

Affaire « L'Etivaz » : droit de la concurrence et appellations d'origine  
protégées (AOP).....73

MARIE-LAURE PAPAUX VAN DELDEN

Au nom des droits de la personnalité de l'enfant : facettes choisies.....97

MICHELLE COTTIER

La protection de la personnalité des résidents  
d'établissements médico-sociaux .....141

PHILIPPE DUCOR

Protection de la personnalité des sujets de recherche .....167

# Table des matières

Avant-propos .....	1
Sommaire .....	3
Liste des abréviations .....	5
STÉPHANE WERLY	
LA PAROLE DE TROP DANS LES MÉDIAS .....	13
I. Introduction .....	13
II. Le droit pénal .....	16
A. Les infractions contre l'honneur .....	16
1. La notion d'honneur .....	16
2. Les preuves libératoires .....	16
3. Cas d'application .....	17
B. Les infractions contre le secret .....	18
1. La publication de débats officiels secrets .....	18
2. La trahison diplomatique .....	19
C. Les crimes et délits contre la paix publique .....	19
1. La provocation publique au crime ou à la violence .....	19
2. L'atteinte à la liberté de croyance et des cultes .....	19
3. La discrimination raciale .....	20
D. Les crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale .....	21
1. L'atteinte à l'indépendance de la Confédération .....	21
2. Les entreprises et menées de l'étranger contre la sécurité de la Suisse .....	21
3. La propagande subversive .....	21
4. La provocation et l'incitation à la violation des devoirs militaires .....	21
E. Le régime spécial de responsabilité institué pour les médias .....	22
1. Les conditions d'application de l'art. 28 CP .....	22
2. Les responsables subsidiaires .....	23
F. La chronique judiciaire .....	23
III. Le droit civil .....	24
A. L'honneur .....	25
1. L'honneur selon le code civil .....	25
2. La publication de faits vrais/faux .....	25
3. Les comptes rendus judiciaires .....	25

4. Les opinions personnelles.....	26
5. Quelques exemples.....	26
B. La vie privée.....	27
1. La sphère intime.....	27
2. La sphère privée.....	28
3. La sphère publique.....	29
C. La concurrence déloyale.....	29
1. Concurrence déloyale et médias.....	29
2. Le propos dénigrant.....	29
3. Le propos inutilement blessant.....	30
4. Le propos fallacieux.....	31
D. Les voies de droit.....	32
1. Les actions défensives et réparatrices.....	32
2. La communication du jugement et le rectificatif.....	32
IV. La déontologie journalistique.....	33
A. Les devoirs et responsabilité des médias.....	33
B. Les principes déontologiques.....	33
1. La recherche de la vérité.....	33
2. Le respect de la personne.....	36
V. Conclusion.....	40
VI. Bibliographie.....	42

JEAN-PHILIPPE DUNAND

<b>LA PROTECTION DE LA PERSONNALITÉ DES TRAVAILLEURS (ART. 328 CO) : NORME FLEXIBLE ET CARDINALE DU DROIT SUISSE DU TRAVAIL.....</b>	<b>47</b>
I. Introduction.....	47
II. Article 328 CO : norme cardinale.....	48
A. Cas d'application.....	49
B. Etendue de la responsabilité de l'employeur.....	50
1. Début et fin de l'obligation.....	50
2. Responsabilité pour les actes des organes et de tiers.....	51
C. Protections juridiques.....	51
1. Actions défensives prévues dans le CC.....	52
2. Responsabilité contractuelle de l'employeur.....	52
3. Protection contre les congés (art. 336 CO).....	53
4. Intervention de l'Inspection cantonale du travail.....	55

III. Article 328 CO : norme flexible.....	56
A. Prévention et gestion des conflits relationnels .....	56
B. Mobbing.....	57
C. Stress.....	59
D. Renseignements donnés par l'ancien employeur à un tiers .....	60
IV. Quelques questions en suspens .....	62
A. Responsabilité de l'employeur pour les actes de ses auxiliaires .....	62
B. Prédilection constitutionnelle de l'employé .....	64
C. Droit d'être entendu ? .....	66
V. Conclusion .....	68
VI. Bibliographie .....	68

JULIA XOUDIS

<b>AFFAIRE « L'ETIVAZ » : DROIT DE LA CONCURRENCE ET APPELLATIONS D'ORIGINE PROTÉGÉES (AOP) .....</b>	<b>73</b>
I. Introduction.....	73
II. Résumé de l'affaire « L'Etivaz » .....	74
III. Politique agricole, organisations de producteurs et AOP/IGP.....	77
A. Organisations de producteurs et mesures d'entraide.....	77
B. Règles en matière d'AOP/IGP.....	78
IV. Analyse de l'arrêt du Tribunal fédéral au regard du droit de la concurrence.....	80
A. Loi sur les cartels et règles en matière agricole.....	80
B. Abus de position dominante ? .....	82
1. Principes.....	82
2. Définition du marché final .....	83
3. Position dominante et abus .....	86
C. Obligation d'admettre comme membre ou obligation de contracter ? .....	87
V. Solution sous l'angle de la validité du cahier des charges ? .....	89
A. Conformité du cahier des charges au droit supérieur .....	90
B. Certification et contrôle de la validité du cahier des charges.....	91
VI. Conclusion.....	92
VII. Bibliographie.....	93

MARIE-LAURE PAPAUX VAN DELDEN

<b>AU NOM DES DROITS DE LA PERSONNALITE DE L'ENFANT : FACETTES CHOISIES .....</b>	<b>97</b>
<b>I. Introduction.....</b>	<b>97</b>
<b>II. Acquisition de la personnalité juridique de l'enfant .....</b>	<b>99</b>
A. Conditions de l'acquisition de la personnalité .....	99
B. Du lien de filiation de l'enfant conçu et de l'enfant décédé.....	101
1. L'enfant conçu.....	101
2. L'enfant décédé.....	108
C. Situation juridique de l'enfant mort-né .....	111
1. Définition .....	111
2. Inscription au registre de l'état civil.....	111
3. Intégration dans la sphère de la personnalité affective des parents .....	112
4. Incidence de la jurisprudence de la CourEDH .....	113
5. Remise en cause des fondements de la personnalité juridique ? .....	114
<b>III. Droit à la connaissance de ses origines.....</b>	<b>116</b>
A. Droit fondamental à connaître ses origines.....	116
1. Analyse des sources de droit international et constitutionnel .....	116
2. Analyse des sources de droit fédéral .....	117
3. Droit de savoir indépendant du mode d'engendrement .....	120
B. Action sui generis en recherche des origines.....	122
1. Protection de l'identité.....	122
2. Droit relatif à la connaissance des origines .....	122
3. Action indépendante des actions d'état de la filiation .....	124
C. Quid d'un droit de connaître sa descendance ?.....	126
D. Incidence de la jurisprudence de la CourEDH .....	128
1. Consécration d'un droit relatif à la connaissance des origines .....	128
2. Intérêt de l'enfant versus contraintes procédurales.....	130
E. Brèves considérations sur la paternité « imposée » .....	131
<b>IV. Conclusion.....</b>	<b>132</b>
<b>V. Bibliographie.....</b>	<b>134</b>

MICHELLE COTTIER

<b>LA PROTECTION DE LA PERSONNALITÉ DES RÉSIDENTS D'ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX.....</b>	<b>141</b>
I. Introduction.....	141
II. Les risques d'atteintes à la personnalité de personnes incapables de discernement en institution et leur prévention.....	143
A. Analyse des risques par les sciences du domaine médico-social.....	143
B. La prévention comme tâche pluridisciplinaire.....	145
III. Les nouveaux instruments du Code civil de protection des résidents en EMS.....	146
A. Le contrat d'assistance (art. 382 CC).....	146
B. Les mesures limitant la liberté de mouvement (art. 383-385 CC).....	149
C. Le devoir de protection de l'institution (art. 386 CC).....	149
IV. Mécanismes de contrôle, de défense et de réparation.....	153
A. Les mécanismes propres au droit de la protection de l'adulte.....	153
1. La surveillance cantonale.....	153
2. L'intervention de l'autorité de protection de l'adulte.....	153
B. La responsabilité contractuelle découlant du contrat d'assistance.....	154
C. La responsabilité délictuelle.....	156
D. Les actions défensives des articles 28a et 28b CC.....	157
V. La représentation de la personne incapable de discernement.....	157
A. Généralités.....	157
B. Types de représentants en cas d'incapacité de discernement.....	159
C. Représentation dans le contexte de la protection de la personnalité dans un EMS.....	160
VI. Conclusion.....	161
VII. Bibliographie.....	162

PHILIPPE DUCOR

<b>PROTECTION DE LA PERSONNALITÉ DES SUJETS DE RECHERCHE.....</b>	<b>167</b>
I. Introduction.....	167
II. Avant la LRH.....	168
III. Genèse de la LRH.....	169
A. Art. 118b Cst.....	169
B. La LRH et ses ordonnances d'application.....	172

IV. Système de la LRH .....	174
A. Méthode .....	174
1. Champ d'application.....	174
2. Principes de protection .....	176
3. Gradation des exigences .....	182
B. Types de projets de recherche.....	184
1. Essais cliniques.....	184
2. Collecte de matériel biologique et/ou de données personnelles liées à la santé....	187
3. Réutilisation de matériel biologique et/ou de données personnelles liées à la santé.....	190
4. Autres projets de recherche.....	194
V. Conclusion.....	195
Table des matières .....	197